Au-delà du nucléaire

Partage international nº 274 – Juin 2011

Interview de Paul Gunter

par Jason Francis

Beyond Nuclear (Au-delà du nucléaire) est une ONG basée dans le Maryland, aux Etats-Unis. Elle met en place des actions pour éduquer le public à la nécessité d'abandonner à la fois l'énergie nucléaire et les armes nucléaires si l'humanité veut survivre. Le groupe prône l'utilisation d'énergies produites sans dommages pour l'environnement et de façon démocratique.

Paul Gunter est directeur du projet Surveillance des réacteurs pour Beyond Nuclear, et leur porte-parole pour les questions touchant aux dangers des réacteurs nucléaires et à la sécurité. En 1976, il a cofondé la Clamshell Alliance, une ONG antinucléaire non violente qui s'est opposée à la construction de la centrale de Seabrook, dans le New Hampshire, une action qui a lancé le mouvement anti-nucléaire aux Etats-Unis. Jason Francis a interviewé Paul Gunter pour Partage international.

***Partage international** : Quels sont les dangers de la production d'énergie par fission nucléaire ?*
Paul Gunter : Fukushima montre clairement le danger inhérent à la production d'électricité par fission nucléaire. Pour obtenir de l'électricité, sous-produit éphémère de l'industrie nucléaire, nous acceptons un risque radioactif qui met en péril tous les systèmes biologiques - en fait toute vie sur Terre - pendant des milliers d'années. Les générations futures ne recevront pas un watt d'électricité mais seront contraintes d'assumer la responsabilité de nos déchets nucléaires toxiques. Elles devront faire face à cette menace radioactive en construisant sans cesse de nouvelles barrières de protection autour des barrières précédentes, et ainsi de suite, comme des poupées russes.

***PI.** Combien d'accidents y a-t-il eu dans des centrales ?*
PG. Il est difficile de donner un chiffre - en particulier celui des accidents évités de justesse - car les industriels du nucléaire savent contrôler l'information. Dans l'ancienne Union soviétique, par exemple, un accident s'est produit en 1957 à Kyshtym, une usine de retraitement de combustible dans l'Oural, qui n'a pas été officiellement reconnu pendant de nombreuses années. Il y a eu aussi en 1966 l'accident de Fermi 1, une centrale nucléaire tout près de Detroit, dans le Michigan ; là non plus, l'information n'a pas filtré.
Si l'accident de Three Mile Island du 28 mars 1979 est aujourd'hui bien connu, ce n'est que trois jours plus tard que le gouverneur de la Pennsylvanie a conseillé aux femmes enceintes et aux enfants d'évacuer la zone dans un rayon de huit kilomètres autour du réacteur. Et ce n'est que des années plus tard que les autorités ont admis qu'il y avait eu un début de fusion du cœur du réacteur.
Et puis on a l'accident de Tchernobyl le 26 avril 1986 près de Kiev, en Ukraine, qui a été tenu secret jusqu'à ce qu'un ingénieur trouve des niveaux élevés de radioactivité au-dessus de la centrale nucléaire de Forsmark, en Suède. Après avoir déterminé que cette radioactivité ne venait pas de leur centrale, les Suédois ont transmis cette information aux médias. Les Soviétiques ont alors dû admettre qu'ils avaient eu un accident avec perte totale de contrôle du réacteur pendant environ trois jours. Lors du 1er mai à Kiev, les enfants qui défilaient ne savaient toujours pas qu'il y avait eu une explosion avec émission importante de matières radioactives dans l'atmosphère.
Aujourd'hui, avec le désastre de Fukushima, nous avons la preuve que l'industrie nucléaire et le gouvernement japonais ont essayé de dissimuler l'ampleur de la catastrophe.
De nombreux accidents ont eu lieu, non seulement dans des centrales nucléaires commerciales privées mais aussi lors de l'utilisation d'engins à propulsion nucléaire dans l'ex-Union soviétique et aux Etats-Unis. Il y a eu des problèmes avec des réacteurs de recherche aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Parmi les premières pertes humaines recensées, on a un accident nucléaire dans une centrale expérimentale de la marine américaine où trois hommes ont été tués. Un autre accident s'est produit à Tokai-mura, au Japon (une installation de retraitement d'uranium), en 1999, où des ouvriers ont perdu la vie.

***PI.** Au vu de Fukushima, quelle est l'efficacité des plans de secours si un accident se produit dans un réacteur ?*
PG. Avec l'énergie nucléaire, la seule protection efficace est la prévention. S'il y a émission radioactive, elle se répandra par le vent, la pluie, les eaux. L'exposition à ce risque dépasse les possibilités

actuelles des plans de secours. Les Etats-Unis ont des plans d'évacuation pour des zones allant jusqu'à 16 kilomètres autour d'une centrale, mais il s'agit d'une décision politique, parfaitement arbitraire. On sait que cette distance est inadéquate pour mettre les populations à l'abri de la radioactivité autour d'un accident.

Les plans prévoient d'évacuer des populations hors d'une zone de 16 kilomètres de rayon vers des centres d'accueil équipés pour la décontamination et le contrôle du niveau de radioactivité. Mais ces centres se trouvent entre 20 et 25 kilomètres de l'accident alors que les autorités ont établi une zone de danger de 80 kilomètres.

Lors de l'accident de Three Mile Island, des populations autour de Harrisburg, en Pennsylvanie, se sont elles-mêmes spontanément évacuées sans qu'il y ait eu un ordre des autorités. Il est naturel que les gens confrontés à une menace que l'on ne peut ni voir, ni sentir, ni goûter, réagissent spontanément en fuyant. Dans les grands centres urbains, il est plus que probable que les actions d'évacuation des populations proches de l'accident seront entravées par la fuite spontanée d'autres habitants de zones plus éloignées. On aura des embouteillages monstres dans les goulots d'étranglement géographiques qui rendront impossible l'évacuation des populations les plus proches du réacteur. A Three Mile Island, des équipes entières de docteurs et autres personnels médicaux de services d'urgences se sont spontanément évacuées dans un rayon de 40 kilomètres de la centrale.

La même chose pourrait se produire avec des membres des équipes de secours, comme les conducteurs de car de ramassage scolaire qui lors d'un accident, ont pour mission de récupérer les enfants à l'école pour les conduire vers les centres d'accueil. Ces personnels vont très probablement s'occuper en premier lieu de leurs propres familles et mettre au second plan leur travail ou simplement l'oublier. Nous en avons eu la preuve à la Nouvelle-Orléans avec la catastrophe de l'ouragan Katrina, où 25 pour cent des employés du ministère de l'Intérieur ont fui avec leur famille plutôt que d'intégrer les équipes de secours de la ville, comme c'était leur devoir.

La nature particulière d'un accident nucléaire ne pourra que renforcer ce genre de défaillances. La menace nucléaire est telle que même en l'absence de signes de danger tangibles - on ne voit rien, on n'entend rien, on ne sent rien -, la peur qui s'emparera de la population entravera ou rendra impossibles les opérations de secours. On a pu le constater à Fukushima : on avait ordonné aux populations de s'abriter dans des lieux situés entre 20 et 30 kilomètres de l'accident, mais les convois de secours avec nourriture et eau n'entraient pas à moins de 30 kilomètres de la centrale. En conséquence, là où des mesures extraordinaires auraient dû être prises pour évacuer des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants le deuxième jour de l'accident, beaucoup de ces catégories de population à risque élevé de contamination ont simplement été mises en quarantaine à l'intérieur de la zone de danger.

On a aussi vu des gens qui se sont auto-évacués de la zone des 20-30 kilomètres autour de la centrale de Fukushima et se sont vu refuser des soins médicaux à l'extérieur de cette zone par crainte de la radioactivité dont ils pouvaient être porteurs. On leur a dit qu'ils devaient avoir un certificat de décontamination ou de non contamination avant de pouvoir être soignés. Voilà le genre de circonstances extraordinaires qui entraveront, retarderont ou font échouer les opérations de secours autour d'un accident nucléaire.

PI. *Certains soutiennent que le nucléaire est une façon de faire face au réchauffement climatique. Que pensez-vous de cet argument ?*

PG. Cet argument ne tient pas. Il est vrai que les centrales nucléaires n'émettent pas de fumée et que la production d'électricité par le nucléaire possède une empreinte carbone (66 grammes de carbone par kilowattheure) plus petite que la production d'électricité à partir de combustibles fossiles (environ 750 grammes de carbone par kilowattheure). Mais cet argument ne tient pas compte de la question sans réponse du stockage des déchets, ni des accidents graves qui surviennent régulièrement dans des centrales.

Mais si le nucléaire produit moins d'émissions de carbone que le pétrole, les énergies renouvelables en produisent encore beaucoup moins : 5 à 8 grammes de carbone par kilowattheure produit avec l'éolien.

La solution au problème du réchauffement climatique passera par l'adoption des solutions les plus efficaces en termes d'émissions de carbone. Remplacer simplement les émissions de carbone par les déchets radioactifs, c'est un peu comme si un fumeur allait voir son médecin pour une toux et se voyait prescrire de l'héroïne. On ne gagne rien à remplacer un inconvénient par un autre.

PI. *Quel est le niveau de subvention dont bénéficie l'industrie nucléaire ?*

PG. On n'aurait pas de centrales nucléaires si les gouvernements ne les construisaient pas. Le secteur privé n'est pas intéressé par la construction de centrales. Lisez les commentaires des grandes agences de notation financières comme Standard & Poor's, Fitch Financial Services, et Moody's Investment Services. Elles affirment depuis les années 1970 que l'énergie nucléaire est trop chère.

Cette absence de rentabilité avait déjà sonné le glas de l'énergie nucléaire bien avant les accidents de Three Mile Island et Tchernobyl. Le risque financier a définitivement fermé la voie à une industrie nucléaire basée sur les lois du marché et l'investissement privé. Le marché du nucléaire nécessite donc le cordon ombilical des subventions pour survivre - aux frais du contribuable.
Il suffit de voir l'exemple de la France, que l'on présente souvent comme un modèle dans le nucléaire, pour se rendre compte que l'industrie nucléaire est simplement la propriété du gouvernement français, une industrie publique. Ici au Maryland (E.-U.), la compagnie Constellation Energy s'était associée avec EDF - propriété du gouvernement français - pour former une société appelée Unistar Nuclear et construire une nouvelle centrale sur la rive ouest de la baie de Chesapeake. Mais quand Constellation a fait ses comptes, elle s'est aperçu que le coût des emprunts nécessaires au démarrage de la construction était simplement trop élevé et ils se sont retirés du projet. On voit donc que ce que l'on a proclamé comme *« renaissance du nucléaire »* est plutôt une *« débandade nucléaire ».*

Education, militantisme et action directe

PI. *Quels sont les actions de votre groupe Beyond Nuclear ?*
PG. En premier lieu, nous faisons de la sensibilisation et de l'éducation. Nous informons le public des dangers de la puissance nucléaire et des armes nucléaires, et de la nécessité de les abandonner tous les deux. Nous apportons un éclairage sur la violation fondamentale des droits de l'homme touchant les peuples indigènes confrontés aux opérations d'extraction d'uranium au Niger, au Kazakhstan, au Saskatchewan (Canada) et même au sud-ouest des Etats-Unis. Nous attirons l'attention sur les problèmes permanents qui sont la conséquence des accidents nucléaires et sur le stockage des déchets nucléaires par ensevelissement ou dans des décharges.
Beyond Nuclear défend les populations qui doivent faire face à la construction de nouvelles centrales ou au renouvellement de licences de centrales existantes. Nous aidons aussi les riverains à faire face aux dangers des émissions radioactives « ordinaires » et aux rejets accidentels de gaz et d'eaux radioactifs provenant des centrales. Nous participons à l'organisation de forums éducatifs, et d'auditions publiques contre la Commission américaine de régulation du nucléaire. Nous sommes chefs de file lors d'actions directes non violentes - pétitions, rassemblements divers - et nous encourageons à la désobéissance civile.

PI. *Quels sont vos soutiens, et vos opposants ?*
PG. Les émissions radioactives incontrôlées provenant de Fukushima montrent l'urgence qu'il y a à abandonner le nucléaire. La seule protection efficace est la prévention. On ne peut attendre d'autres Three Mile Island, d'autres Tchernobyl ou Fukushima car ce pourra être le tour d'une centrale nucléaire tout près de chez vous. Les gens se réveillent. C'est souvent face au malheur que l'on apprend les leçons de la vie, mais sur le sujet du nucléaire je regrette que les gens puissent si facilement désapprendre et oublier la gravité de la menace.
Nous continuons à lancer un appel vibrant pour en finir avec le nucléaire, éliminer les armes nucléaires et démanteler les infrastructures nucléaires dans le monde entier. Nous pourrons ensuite commencer à nous atteler à la tâche colossale que représente le traitement des déchets nucléaires existants, dont personne ne sait quoi faire. Notre audience et nos soutiens augmentent mais en même temps l'industrie du nucléaire est bien retranchée au Congrès, à la Maison Blanche et au Pentagone. Elle fera tout pour contrecarrer les efforts des opposants en propageant des informations lénifiantes pour banaliser la menace de la radioactivité à tous les niveaux - en suggérant par exemple l'équivalence du risque d'irradiation pour un homme de 25 ans ou un fœtus de trois mois ou une mère allaitante. Le lobby nucléaire est expert en campagnes de désinformation coûteuses qui influencent les élus politiques et permettent à ce mastodonte d'avancer toujours plus.

PI. *Quel rôle pourrait jouer un public instruit et informé dans l'opposition à ce mastodonte, et pour en finir une fois pour toutes avec les industries de l'énergie et de l'armement nucléaire ?*
PG. Comme on a pu le voir en Egypte et ailleurs, les peuples aspirent à la démocratie. Il faut maintenant démocratiser les politiques énergétiques. C'est crucial et cela nécessitera que les citoyens s'élèvent contre une politique énergétique qui ne sert que les intérêts de quelques-uns. Nous avons maintenant la technologie permettant de décentraliser la production d'électricité, et faire adopter une politique énergétique sans émission de carbone et non nucléaire pour le 21e siècle. Les énergies renouvelables sont l'avenir. Mais il faudra d'abord arracher le pouvoir financier et politique des mains des industries des énergies fossile et nucléaire qui nous ont dominé jusqu'à ce jour. De véritables guerres ont été menées pour le contrôle de l'approvisionnement énergétique ; aujourd'hui, c'est par une guerre non violente que nous démocratiserons la politique énergétique.

Pour plus d'informations : www.beyondnuclear.org

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Thématiques : Sciences et santé, environnement
Rubrique : Divers